



Cahier du Congrès des 26 et 27 octobre 2013
de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante
Version préliminaire du 10 octobre 2013

Lieu

Université Laval, détail à venir

Frais de participation

A confirmer

Hébergement

Centre social du Conseil régional de la FTQ
5000 des Gradins, à Québec

Transport

A confirmer

Coordonnées du bureau de l'ASSÉ :

2065, Parthenais
Montréal, Québec H2K 3T1
Tel : 514-390-0110
Fax : 514-390-8415
www.asse-solidarite.qc.ca

Table des matières

Proposition d'ordre du jour.....	4
Textes de réflexion.....	5
Commission Ménard: un écran de fumée à ne pas légitimer.....	5
Hausse des cotisations à l'ASSÉ.....	8
Lettres de candidature.....	14
Candidature de Patrick Véronneau pour le Comité légal de l'ASSÉ.....	14
Candidature de Émilie E. Joly pour le Comité légal de l'ASSÉ.....	14
Candidature de Louis Chartrand pour le Comité légal de l'ASSÉ.....	15
Candidature de Marc-André Blais pour le Comité légal de l'ASSÉ.....	15
Candidature de Gabrielle Bellemare pour le Comité du journal de l'ASSÉ.....	16
Candidature de Virginie Mikaelian pour le poste de Secrétaire aux relations internes du Conseil exécutif de l'ASSÉ.....	17
Candidature de Raphaëlle Hamel au Comité femmes de l'ASSÉ.....	18
Lettre de démission.....	19
Démission d'Annabelle Berthiaume du Comité aux luttes sociales.....	19
Propositions.....	21
ANNEXE A : Politique d'utilisation des réseaux sociaux.....	28

Proposition d'ordre du jour

1. Le Conseil exécutif propose l'ordre du jour suivant :

- 0.0 Ouverture
- 1.0 Procédures
 - 1.1 Preasidium
 - 1.2 Lecture et adoption de l'ordre du jour
 - 1.3 Adoption du procès-verbal
- 2.0 Bilan
- 3.0 Congrès d'orientation
- 4.0 Plan d'action
- 5.0 Revendications
- 6.0 Femmes
- 7.0 Finance
- 8.0 Élections
- 9.0 Avis de motion
 - 9.1 Dépôt
 - 9.2 Traitement
- 10.0 Varia
- 11.0 Levée

Textes de réflexion

Commission Ménard: un écran de fumée à ne pas légitimer

Par le Conseil exécutif

« Serge Ménard profite donc d'un silence pour nous dire que pour lui, le niveau de civilisation d'une société se calcule par sa police et que de son côté, il veut que la sienne soit la meilleure au monde! » (Rapport de la délégation du conseil exécutif, rencontre avec les commissaires, 18 septembre)

Le Conseil exécutif a rencontré, le lundi 16 septembre, les commissaires de la Commission Ménard (la Commission spéciale d'examen des événements du printemps 2012) dans le but d'obtenir plus d'informations sur ses mandats et permettre au Congrès de se positionner en connaissance de cause sur sa participation ou non-participation. Suite aux conclusions du rapport de notre délégation (annexe A), le Conseil exécutif juge qu'il serait une erreur de participer à la commission, qui ne répond pas suffisamment aux mandats préalablement établis par le congrès, en plus d'entretenir un préjugé défavorable envers les militants et militantes de la grève de 2012.

Le texte de réflexion suivant comparera, point par point, les demandes formulées conjointement avec d'autres organisations (annexe B) et les mandats de la commission Ménard. Un rappel de ces revendications est disponible en annexe C.

« Que soit tenue une enquête publique et indépendante sur les événements du printemps 2012 [...] »

Tout d'abord, la commission n'est que partiellement publique. Plus de 60 témoignages se sont déjà passés à huis clos. Ce n'est qu'après des pressions insistantes d'une trentaine de groupes sociaux qu'elle a accepté de tenir un maigre trois semaines d'audiences publiques, mais seulement si les témoins le souhaitent.

Ce qui amène à un autre point important: la commission est une commission d'examen, et non une commission d'enquête. En ce sens, elle n'a pas le pouvoir de contraindre qui que ce soit à témoigner. Ainsi, la Fraternité des policiers du SPVM a annoncé qu'elle ne participera pas à la commission, alors que ses membres ont joué un rôle de premier plan dans la répression envers les manifestations étudiantes. La commission n'a pas non plus de pouvoir décisionnel sur les réformes à venir ou punitif envers, par exemple, les dirigeants des corps policiers. Tout comme le Sommet sur l'éducation supérieure, il s'agit d'une opération de relations publiques servant à alimenter la posture de concertation du Parti Québécois, sans pourtant l'obliger à agir. Les recommandations qui sortiront de la commission pourront être acceptées ou rejetées selon le bon vouloir du gouvernement .

De plus, l'indépendance de la commission est plus que douteuse. Rappelons que Serge Ménard est l'ancien ministre péquiste de la sécurité publique. Il ne fait donc aucun doute que la commission est une commande politique du Parti Québécois.

« 1. Questionner les opérations policières: les arrestations de masse, l'arsenal utilisé, les blessures et le manque d'aide aux personnes blessées »

Les commissaires affirment d'abord qu'ils et elle étudieront les rapports de la police durant la crise ainsi

que les armes qui ont été utilisées par celle-ci, point central sur lequel leur délégation a insisté pour nous inciter à participer.

Il ne sera pas question du manque d'aide aux personnes blessées. Le sujet n'est tout simplement pas couvert dans les mandats de la commission.

Quant aux arrestations de masse, les commissaires ont indiqué qu'ils et elles ne traiteront d'aucune plainte individuelle ou de cas aux tribunaux, ne voulant pas se substituer à la déontologie policière. Par le fait même, on constate qu'il n'y aura aucune remise en question du système de déontologie policière, de sa légitimité ou de ses failles.

Dans l'ensemble, il est indéniable qu'ils et elle ont un préjugé favorable envers les forces policières, comme en témoigne la citation d'ouverture de ce texte. Quand la tête de la commission mesure la qualité d'une civilisation par la force de sa police, il est à se demander quelle opinion il tient sur les mouvements sociaux contestataires.

« 2. Questionner les interventions politiques du gouvernement, à la fois publiques (déclarations dans les médias) et internes (directives et communications entre des ministres et la police); »

Sans l'ombre d'un doute, la commission critiquera les agissements du PLQ -- au point de vue partisan, il est facile de rejeter tout le blâme sur le gouvernement dans l'opposition officielle (alors que, ironiquement, le PQ tolère des règlements municipaux plus liberticides que la loi 12). C'est là que s'arrêtera sûrement toute la critique des interventions publiques du gouvernement.

Au niveau des directives internes, soit des commandes politiques aux services de police, le sujet ne semble tout simplement pas abordé. Il va sans dire qu'exposer de tels canaux pour le gouvernement précédent ne pourrait se faire sans admettre que ceux-ci existent encore (et ont probablement toujours existé), même sous le PQ.

« 3. Questionner les abus de droit: profilage politique (« carrés rouges »), fouilles abusives, détentions abusives, émission arbitraire d'une variété de constats d'infraction, adoption en urgence de nouveaux règlements municipaux limitant le droit de manifester, accusations liées au terrorisme, etc. »

Pendant la rencontre, Ménard a parlé des "fauteurs de troubles" à "punir", avant que notre délégation lui fasse réaliser le caractère hautement péjoratif de cette intervention. Se voulant apaisant, il a dit comprendre que les manifestations étudiantes étaient pacifiques, et que ce n'est que des agitateurs (ces fameux "casseurs professionnels", membres officiels de Black Bloc Intl) qui viennent "casser des vitres" et "lancer des roches" pour "détourner le message". En ce sens, la commission examinera les méthodes employées par les "agitateurs" lors des manifestations (on doute ici qu'ils parlent des agents provocateurs de la police).

Cette marginalisation de certains groupes étudiants s'inscrit évidemment en faux avec nos positions appuyant la diversité des tactiques. Quant aux actes de désobéissance civile -- concept que les commissaires eurent l'air d'entendre pour la première fois --, nous pouvons supposer qu'ils seront traités au même titre que des actes criminels. Qui plus est, la commission cherchera à trouver des façon de s'assurer que ces "actes criminels" ne se reproduisent plus et de trouver, pour l'avenir, des mesures punitives adéquates pour ces actes.

Claudette Carbonneau a assuré à notre délégation qu'une grande partie du mandat (fouilles et détentions abusives, etc.) sera abordée. Cependant, puisque la commission ne touchera pas aux constats d'infractions déjà lancés, ni aux dossiers devant les tribunaux, ni même aux règlements anti-manifestation municipaux

(dont le règlement P6 et son équivalent encore plus strict à Québec) on ne peut en aucun cas dire que cette revendication est comblée.

« 4. Permettre aux victimes de violations de droits d’obtenir une réparation et obliger les responsables des abus à répondre de leurs actes devant la société »

Il va sans dire que si la commission n’aborde pas les cas de plaintes et de recours en traitement, il est impossible qu’elle suggère (ne pouvant pas même imposer) des mesures de réparation envers les victimes, ou punitives envers les coupables.

« 5. Évaluer la possibilité de créer une instance indépendante et civile de surveillance des opérations policières. »

Cette revendication ne semble pas non plus couverte, la commission n’ayant pas ce mandat.

Conclusion

En plus de ne pas respecter les demandes des groupes sociaux concernés, la commission -- prenant modèle sur celle tenue en Ontario dans le cadre du G20 -- est déjà fortement orientée de manière défavorable envers les étudiants et étudiantes et favorablement envers les corps de police et les intérêts privés. Notamment, elle abordera les “impacts économiques” de la grève, ses “effets sur le sentiment de sécurité de la population”, et la possibilité d’encadrer (limiter) le droit de grève.

Les commissaires sont clair-e-s: ils et elles souhaitent déterminer comment *éviter* le “climat social” ayant mené aux événements du printemps dernier. Cette commission s’inscrit dans la lignée historique du Parti Québécois: plutôt que de considérer les mouvements sociaux comme des éléments à part entière d’une démocratie active, il tentera de les substituer par une concertation factice.

En somme, le Conseil exécutif recommande fortement de ne pas participer à la commission Ménard, de condamner son orientation et ses pratiques et de continuer à collaborer avec les autres groupes ayant décidé de ne pas y participer afin de trouver une alternative satisfaisante, organisée sur nos propres bases

Annexe A. Rapport de la délégation

Annexe B. Liste des appuis

<http://liguedesdroits.ca/wp-content/fichiers/appuis.pdf>

Annexe C. Rappel des mandats

Revendications de l’ASSÉ	Mandat de la commission
<p>Que soit tenue une enquête publique et indépendante sur les événements du printemps 2012 ayant le mandat suivant:</p> <p>1. Questionner les opérations policières: les arrestations de masse, l’arsenal utilisé, les blessures et le manque d’aide aux personnes blessées;</p> <p>2. Questionner les interventions politiques du gouvernement, à la fois publiques (déclarations dans les médias) et internes (directives et communications entre des ministres et la police);</p>	<p>La Commission spéciale d’examen des événements du printemps 2012 a été créée par décret du gouvernement et elle a pour mandat:</p> <p>- d’analyser les circonstances des manifestations et des actions de perturbation tenues au Québec au printemps 2012;</p> <p>- d’identifier les facteurs ayant contribué à la détérioration du climat social et évaluer les impacts des événements du printemps 2012 sur la population;</p>

<p>3. Questionner les abus de droit: profilage politique (« carrés rouges »), fouilles abusives, détentions abusives, émission arbitraire d'une variété de constats d'infraction, adoption en urgence de nouveaux règlements municipaux limitant le droit de manifester, accusations liées au terrorisme, etc.;</p> <p>4. Permettre aux victimes de violations de droits d'obtenir une réparation et obliger les responsables des abus à répondre de leurs actes devant la société et</p> <p>5. Évaluer la possibilité de créer une instance indépendante et civile de surveillance des opérations policières.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - de dégager des constats en s'appuyant sur des faits vérifiables; - de formuler des recommandations au ministre de la Sécurité publique au plus tard le 20 décembre 2013. <p>Aux fins de la réalisation de son mandat, la Commission spéciale pourra notamment examiner:</p> <ul style="list-style-type: none"> - les techniques utilisées par les forces policières; - les méthodes employées par les agitateurs lors des manifestations; - les impacts, notamment économiques, des événements; - leur effet sur le sentiment de sécurité de la population; l'impact de l'utilisation des médias sociaux sur les activités de contestation; - les façons de faire et les constats d'autres pays occidentaux ayant été aux prises avec des troubles sociaux d'envergure.
--	---

Hausse des cotisations à l'ASSÉ

Par le Conseil exécutif

L'ASSÉ, en tant qu'organisation, a connu des changements extrêmement importants au cours des deux dernières années. Le succès monstre de la notre deuxième grande coalition, la CLASSE, a été suivi par une vague d'affiliations sans précédent, faisant passer le nombre d'étudiantes et d'étudiants membres de 40000 à plus de 70000. L'ASSÉ a maintenant une présence de Mont-Laurier à Saint-Félicien, en passant par Matane jusqu'à Québec, de Sherbrooke à Drummondville, ainsi que la région de Montréal. Cette nouvelle réalité a des impacts importants sur la structure organisationnelle de l'ASSÉ, particulièrement sur les instances officielles et les finances. C'est en ce sens que l'exécutif propose maintenant une réforme des politiques de dépenses de l'ASSÉ, ce qui inclut une proposition d'augmentation des cotisations.

Ce projet a été soulevé plusieurs fois dans les dernières années, mais n'a pas été mis en application pour diverses raisons (la plus importante étant la grève de 2012). Or, il nous apparaît que le temps est venu de réfléchir sur comment nous voulons orienter les finances de l'ASSÉ en vue des prochaines mobilisations. Les dons connus lors de la grève de 2012 ne seront peut-être pas au rendez-vous à l'avenir, ce qui met en

danger notre capacité de mener à nouveau une lutte de longue haleine. L'exécutif considère qu'une augmentation des cotisations est nécessaire afin d'assurer la santé et l'autonomie financière de notre organisation.

La hausse des cotisations permettrait de mettre en application un nombre important de projets :

Éliminer les barrières à la démocratie : Gratuité des instances de l'ASSÉ

1- Présentement, les instances de l'ASSÉ, autant les congrès que les camps de formation, sont financées aux 2/3 par les associations qui y participent, le national assumant la balance. Or, avec une augmentation des cotisations, l'ASSÉ pourra assumer les coûts des instances *et* les coûts de transport à 100%. L'effet escompté est d'éliminer toutes les barrières économiques à la démocratie directe de l'ASSÉ et à la formation de ses militantes et militants. Un calcul rapide permet de dresser un constat important : certaines associations, en payant plus de cotisations, vont *épargner* de l'argent de cette façon. Une association plus petite (estimons 80 membres) qui envoie deux délégué.es (environ 30\$ par délégué.e par congrès) à chaque congrès (3 congrès par année pour les deux délégué.e.s) se verrait dans cette situation :

$3 \text{ congrès} \times (2 \text{ délégué.es} \times 30\$) = 180\$, \text{ alors que } 1.50\$ \text{ de plus par année} \times 80 \text{ membres} = 120\$.$
Cette association épargnerait 60\$ seulement avec les congrès, sans compter les camps de formation.

2 – Le fonds d'entraide pourra changer sa vocation; surtout utilisé pour palier aux coûts liés au transport des associations plus petites ou plus éloignées des grands centres, le fonds d'entraide servira davantage à aider les associations prises avec des grandes dépenses inattendues ou encore pour aider dans un projet important (par exemple, une photocopieuse!).

Notons aussi le fait que le temps dédié à l'administration et le suivi des factures sera grandement épargné, autant pour la permanence syndicale de l'ASSÉ, le/la secrétaire aux finances, et les exécutifs/permanences des associations membres.

Ne comptons que sur nos propres moyens : la création d'un fonds de grève

Au cours de la grève générale illimitée de 2012, l'ASSÉ a reçu plus de 300 000\$ sous forme de dons. Ces dons ont permis à l'ASSÉ de conserver sa santé financière pendant mais surtout après la grève. Cependant, il semble trop risqué de penser que la solidarité qui s'est manifestée pendant notre mouvement social saura se répéter lors de mobilisations futures. Ces dons étant nécessairement dépendants de la conjoncture politique et de l'opinion publique de l'ASSÉ, ils sont extrêmement imprévisibles. C'est ainsi que nous proposons la création d'un fonds de grève afin d'économiser pour les grandes mobilisations de l'ASSÉ. Afin d'assurer sa bonification constante, nous proposons que 5% des cotisations y soient placées.

Se donner le moyen de nos convictions : augmenter le nombre de tournées et d'actions

Notre plus grande force est dans la mobilisation sur le terrain. Ce qui explique en partie notre succès comme organisation est le fait que nous maintenons une présence régulière avec toutes les associations membres à travers le Québec. Pour l'ASSÉ, la présence dans les campus est un devoir et non un service, et une mobilisation active et efficace sera nécessaire dans la reconstruction d'un rapport de force contre nos adversaires. Ainsi, nous proposons de bonifier les cases budgétaires liées aux tournées de représentation afin de maintenir et même augmenter notre présence partout au Québec. Il est important de noter qu'une bonification de la politique des dépenses devra accompagner l'augmentation dans les cases budgétaires liées à cet effet afin d'attirer davantage de militantes et militants vers l'action principale de l'ASSÉ.

Pour que personne ne nous ignore! : Rehaussement de la revue et journal l'Ultimatum

L'ASSÉ a une force inestimable à travers son analyse radicale et critique de la situation politique actuelle au Québec et ailleurs dans le monde, et cela se manifeste dans nos publications. L'Ultimatum est un excellent outil de mobilisation et de diffusion de l'information dans les campus, et une augmentation des cotisations permettrait d'augmenter le nombre de parutions et la qualité de l'impression, permettant ainsi de mieux propager la voix de l'ASSÉ dans les cégeps et universités.

Entre autonomie et centralisation : donner davantage de moyens aux conseils régionaux

La présence accentuée de l'ASSÉ à l'extérieur de la région de Montréal crée le besoin de renforcer davantage les conseils régionaux. La collaboration entre les associations locales liées géographiquement entre elles sera encouragée et renforcée par une bonification des cases budgétaires des conseils régionaux, afin de donner les moyens à ceux-ci de mener les luttes locales. Nous croyons que cela permettra également de contrer un certain montréalocentrisme qui existe à l'ASSÉ, en donnant davantage d'autonomie aux conseils régionaux et en donnant des responsabilités aux associations montréalaises, responsabilités qui sont trop souvent assumées par l'équipe nationale.

Notre lutte n'est rien si elle oublie ses arrê.tés : autofinancer le fonds de défense légal

La grève de 2012 est terminée et fait son lent cheminement vers l'histoire collectif du Québec, mais pour encore des centaines d'étudiantes et d'étudiants, les conséquences de la répression policière sont encore bien présentes. Les fonds de défense légale dépendent elles-aussi principalement de dons qui ne se renouvelleront probablement pas. Une augmentation des cotisations permettrait de financer à 100% les coûts de défense légale.

Au Québec comme à l'ASSÉ, disons non à l'austérité!

Qu'on le veule ou non, les finances sont cruciales à la réalisation de nos plans d'action. Il est impensable pour l'exécutif de proposer de réduire nos actions et notre présence sur la scène politique au Québec faute d'argent. Les autres options sont de maintenir le statut quo et de demeurer serrée dans les moyens que nous possédons, ou d'encourir des déficits et de mettre du temps et de l'énergie à chercher des dons, temps et énergie qui seraient mieux dépensés dans l'action politique. Dans les deux cas, les revenus demeurent hypothétiques et incertains.

L'exécutif propose une augmentation des cotisations à 4.50\$

Les initiatives précédentes pour augmenter les cotisations ont visé un montant total annuel de 5\$. Or, compte tenu des réalités financières actuelles de l'ASSÉ, nous jugeons qu'une hausse à ce niveau n'est pas nécessaire, alors qu'une hausse à 4\$ ne nous donne pas suffisamment de marge de manœuvre et ne permettrait pas de mettre en applications tous les projets espérés. Nous proposons donc une augmentation de 1.50\$, pour arriver à une cotisation annuelle de 4.50\$.

La consultation pour augmenter les cotisations sera proposée par l'exécutif au prochain congrès (26-27

octobre à Québec), afin de donner suffisamment de temps aux associations membres de se positionner en vue du congrès annuel qui se tiendra en hiver 2014, où la hausse des cotisations sera proposée définitivement.

Très solidairement vôtre,

Le Conseil exécutif de l'ASSÉ

Simulation de budget

Ceci n'est qu'un exemple de ce qui pourrait ressembler un budget tenant compte d'une hausse des cotisations. Il n'a aucun statut officiel et ne sert qu'à illustrer les possibilités qui s'offrent à nous suite à une augmentation des revenus liés à la cotisation étudiante.

	Cotisations à 4.50\$	Budget actuel (3\$)
Revenus		
Cotisations	315 000,00 \$	205 000,00 \$
Instances	0,00 \$	7 500,00 \$
<i>Congrès</i>	0,00 \$	4 500,00 \$
<i>Camps de formation</i>	0,00 \$	3 000,00 \$
<i>Coalition</i>	0,00 \$	0,00 \$
<i>Spéciales</i>	0,00 \$	0,00 \$
Dons	500,00 \$	23 000,00 \$
Fond des arrêté-e-s	10 000,00 \$	70 000,00 \$
Activités de financement	500,00 \$	1 500,00 \$
Totaux	326 000,00 \$	307 000,00 \$
Dépenses		
Fonds de grève	21 600,00 \$	0,00 \$
Fonds d'entraide	25 000,00 \$	20 000,00 \$
Information	49 000,00 \$	32 500,00 \$
<i>Ultimatum</i>	27 500,00 \$	20 000,00 \$
<i>Matériel d'information</i>	17 500,00 \$	10 000,00 \$
<i>Vidéos</i>	1 500,00 \$	500,00 \$
<i>Traduction</i>	1 000,00 \$	1 000,00 \$
<i>Documentation & recherche</i>	1 000,00 \$	500,00 \$

	<i>IRIS</i>	500,00 \$	500,00 \$
Instances		24 500,00 \$	11 500,00 \$
	<i>Congrès</i>	15 000,00 \$	6 000,00 \$
	<i>Camps de formation</i>	8 500,00 \$	4 500,00 \$
	<i>Comités et CoCo</i>	1 000,00 \$	1 000,00 \$
	<i>Coalition</i>	0,00 \$	0,00 \$
Mobilisation		52 500,00 \$	37 000,00 \$
	<i>Tournées & représentations</i>	35 000,00 \$	25 000,00 \$
	<i>Actions</i>	17 500,00 \$	12 000,00 \$
Bureau		36 700,00 \$	36 200,00 \$
	<i>Loyer</i>	14 500,00 \$	14 500,00 \$
	<i>Assurances</i>	1 200,00 \$	1 200,00 \$
	<i>Fournitures</i>	1 000,00 \$	1 000,00 \$
	<i>Informatique</i>	2 000,00 \$	1 500,00 \$
	<i>Photocopieur</i>	18 000,00 \$	18 000,00 \$
Administration		7 600,00 \$	7 600,00 \$
	<i>Honoraire professionnel</i>	6 000,00 \$	6 000,00 \$
	<i>Frais de caisse</i>	600,00 \$	600,00 \$
	<i>Divers</i>	1 000,00 \$	1 000,00 \$
Communication		19 500,00 \$	19 000,00 \$
	<i>Télécommunications</i>	9 000,00 \$	9 000,00 \$
	<i>Conférence de presse</i>	500,00 \$	500,00 \$
	<i>CNW Telbec</i>	7 500,00 \$	7 000,00 \$
	<i>Courrier</i>	500,00 \$	500,00 \$
	<i>Web</i>	1 000,00 \$	1 000,00 \$
	<i>Publicité</i>	1 000,00 \$	1 000,00 \$
Employé-e-s		40 000,00 \$	40 000,00 \$
Conseils régionaux		7 100,00 \$	3 500,00 \$
	<i>CRAM</i>	1 200,00 \$	500,00 \$
	<i>CRAALL</i>	1 200,00 \$	
	<i>MASSE</i>	1 200,00 \$	500,00 \$
	<i>FRAQ</i>	3 500,00 \$	2 500,00 \$
Divers		42 500,00 \$	99 000,00 \$
	<i>Affaires légales</i>	5 000,00 \$	32 000,00 \$
	<i>Dons</i>	2 500,00 \$	2 000,00 \$
	<i>Chandails</i>	0,00 \$	0,00 \$
	<i>Fonds des arrêté-e-s</i>	35 000,00 \$	65 000,00 \$
	<i>Projets spéciaux</i>	0,00 \$	0,00 \$
Totaux		326 000,00 \$	306 300,00 \$
Surplus/(déficit)		0,00 \$	700,00 \$

Lettres de candidature

Candidature de Patrick Véronneau pour le Comité légal de l'ASSÉ

Reçue le 11 avril 2013

Appuyée par l'AFESPED-UQAM, le SECMV et l'AFÉA-UQAM

Par la présente, je souligne mon intérêt à poursuivre mon implication au sein du Comité légal de l'ASSÉ, et ce, pour un deuxième mandat consécutif. La recrudescence d'atteintes toutes aussi déplorables qu'illégitimes à nos droits les plus fondamentaux motive cette décision, mais pas seulement : une éventuelle intervention du législateur sur la question de notre « droit » à la grève m'interpelle également tout particulièrement. Il faudra demeurer très vigilants-es sur cette question.

Plus exactement, et pour les semaines à venir, je tâcherai de m'investir dans la diffusion d'informations juridiques au sujet du tristement célèbre règlement P-6 de la Ville de Montréal, dans la participation/coordination des différents groupes constitués de manifestants-es qui ont récemment été les victimes de la répression policière et dans l'évaluation des fonds légaux disponibles et leur allocation afin de venir en aide à ces nombreuses personnes qui seront (ou qui sont déjà) confrontées à des frais juridiques que je chercherais à amenuiser à leur plus simple expression.

Je ne peux vous cacher et passerai encore moins sous silence que le temps et l'énergie que je peux investir au sein du Comité légal sont passablement limités par les conséquences inhérentes à une conciliation travail à temps complet/études à temps partiel à laquelle je ne peux hélas échapper. Néanmoins, je crois que mon apport au sein du Comité légal, s'il peut s'avérer par moment en deçà de mes propres attentes, demeure, à mon avis, significatif. J'espère que vous en conviendrez également.

Patrick Véronneau
Étudiant en droit (UQAM)

Candidature de Émilie E. Joly pour le Comité légal de l'ASSÉ

Reçue le 16 avril 2013

Appuyée par l'AFESH-UQAM, le SECMV et l'AFESPED

Bonjour,

Je souhaite soumettre ma candidature pour le Comité légal de l'ASSÉ. Je suis pas mal la même personne que l'an dernier lorsque je me suis présentée au Comité légal pour le mandat 2012-2013, mais un an plus vieille.

Si vous m'accusez d'écrire une lettre de candidature moche, j'écrirai une mise en demeure vous demandant de retirer vos propos diffamatoires.

Veillez agir en conséquence.

Emilie E. Joly
Étudiante au baccalauréat en droit, UQAM

Candidature de Louis Chartrand pour le Comité légal de l'ASSÉ

*Reçue le 17 avril 2013
Appuyée par le SECMV*

Bonjour,

Je voudrais présenter ma candidature pour le comité légal de l'ASSÉ. Je suis désolé d'appliquer si tard: j'ai reçu le message de la part de l'AFESH, donc j'ai cru que c'était à eux que je devais m'adresser.

Je n'ai pas vraiment d'expérience légale, mais j'ai un bac en philosophie, ce qui me donne certaines aptitudes en recherche, et je fréquente beaucoup de gens qui font du droit, ce qui me rend un peu sensible à ses enjeux et me donne certaines ressources. Autrement, je suis présentement étudiant de maîtrise en philo et je travaille dans un laboratoire de text mining.

Outre mon intérêt à la cause des arrê·tes de la grève et mon sentiment que j'ai encore à faire ma part dans le mouvement étudiant, j'aimerais me familiariser avec le travail juridique en vue un projet futur. J'entend utiliser cette expérience pour programmer des outils de recherche légale et former des groupes d'étude afin de rendre la chose juridique et la chose légale plus accessibles à la population qui n'y fait pas carrière.

J'ai une certaine expérience d'implication dans la vie étudiante et ailleurs. Entre autres choses, j'ai co-fondé [Philopolis](#) et les Salons femmes et philosophie de l'UQÀM, j'ai occupé des rôles dans plusieurs associations étudiantes, j'ai animé 5 ans chez les scouts et je suis sur le CA de [l'Amitient](#), une ferme socio-thérapeutique pour handicapé·es dans les Laurentides. J'espère que cette expérience, de même que mes aptitudes de recherche et mon engagement peuvent pallier à mon manque de formation en droit.

Sincèrement,

Louis Chartrand

Candidature de Marc-André Blais pour le Comité légal de l'ASSÉ

*Reçue le 17 avril 2013
Appuyée par l'AFESPED-UQAM et le SECMV*

En deux mots, mon parcours académique a débuté au baccalauréat en Science politique, s'est poursuivi au certificat en droit social et s'achève maintenant au baccalauréat en science juridique. Parcours sinueux, marqué par le doute, l'alternance des petits boulots et de loyers parfois abandonnés à la sauvette. Bref, l'expérience de la précarité telle que vécue par tant d'étudiant·es tombé·es dans les grandes fissures du programme d'aide financière aux études. Voilà le récit d'épreuves qui, rétrospectivement, me semblent constituer les racines matérielles d'un parti pris.

Électron libre et sans mandat, élu d'aucune instance étudiante jusqu'à maintenant, je me suis fait un devoir de participer aux mobilisations et assemblées générales, d'y intervenir et de soumettre des propositions lorsque cela me paraissait nécessaire. Une position qui, en cette période trouble, est devenue trop confortable, presque embarrassante. En effet, l'épuisement des mobilisations a laissé le champ libre à la violence exacerbée, tant symbolique que physique, contre nos associations et les militant·es mobilisé·es qui les composent. La médiocratie et les forces policières peuvent aujourd'hui se vautrer en chœur et à leur aise dans la calomnie et la matraque pour châtier le crime de lèse-majesté dont nous nous sommes rendus coupables, celui de l'irrévérence, l'indocilité et, surtout, la fermeté devant l'agenda austé-ritaire de l'élite

politico-économique.

J'ai été, au cours des dernières années, actif auprès de groupes communautaires de mon quartier. J'ai notamment participé à l'organisation de mobilisation avec Mobilisation Turcot, conçu et animé des ateliers juridiques pour mon comité Logement. Dans mon milieu académique, j'ai été élu au sein du CA de l'Association des étudiant-es en droit (AED). Un mandat qui avait pour seul objectif de freiner durant la grève les crispations réactionnaires internes de l'association. J'ai également occupé, en 2008, le poste de vice-président dans mon syndicat local. Dans le cadre d'un stage en Bolivie coordonné par l'organisation Alternatives, j'ai travaillé avec un organisme syndical engagé pour la protection des droits des travailleurs et travailleuses paysan-nes. J'y ai animé et organisé des ateliers de formation et conçu du matériel pédagogique.

Je propose aujourd'hui mon humble candidature pour donner un coup de pouce aux têtes dures qui, par détermination et courage, se rendent aux manifestations quand ils savent pertinemment qu'ils seront lâchement mis en salade et, surtout, tous les autres qui font aujourd'hui l'objet de poursuites. Je m'engage à mettre un enthousiasme combatif dans toutes ces tâches de gratte-papier qui font le quotidien du travail de juriste. Surtout, j'aspire à transmettre des connaissances sur les arcanes opaques du système judiciaire et les rudiments de l'auto-défense juridique aux militant-es.

Solidairement,
Marc-André Blais

Candidature de Gabrielle Bellemare pour le Comité du journal de l'ASSÉ

*Reçue le 23 septembre 2013
Appui à venir*

Je souhaite par la présente présenter ma candidature au comité journal de l'ASSÉ. C'est après une année de repos bien mérité que je souhaite continuer mon implication politique au sein de l'ASSÉ, l'Association où j'ai fait mes premiers pas comme militante. J'ai choisi le comité journal, car même si je ne m'impliquais plus sur le terrain en allant à la rencontre des étudiantes et étudiants dans la précédente année, l'écriture d'articles ainsi que la révision de ceux-ci m'ont permis de garder contact avec le mouvement étudiant et c'est maintenant dans ce domaine que je souhaite m'impliquer.

Solidairement,
Gabrielle Bellemare
Membre de l'AGECR

Candidature de Virginie Mikaelian pour le poste de Secrétaire aux relations internes du Conseil exécutif de l'ASSÉ

*Reçue le 4 octobre 2013
Appui à venir*

Très cher-e-s camarades,

Avant toute chose, commençons par le commencement : je suis une étudiante de l'UQAM à la maîtrise en communication internationale et interculturelle. J'ai occupé le poste de responsable aux affaires internes et académiques au sein du conseil exécutif de l'AFELC (association facultaire étudiante de langues et communication) pendant plus de 3 ans. J'ai traversé 2 grèves générales illimitées, celle des profs de l'UQAM en 2009 et celle de 2012. Cela fait aussi 1 an et demi que je suis élue au comité MOB de l'ASSÉ et cela me tient particulièrement à coeur. J'ai la profonde conviction que pour passer de l'utopie à la réalité, notre espace politique qui se prétend transparent, accessible et horizontal se doit d'être précédé par une mobilisation massive et constante des membres. Je ne parle pas ici de propagande verticale, mais bien de donner aux associations étudiantes les outils nécessaires afin que celles-ci se radicalisent à leur manière et surtout, à leur rythme.

Bref. Tout ça pour dire : pour que nos structures soient à la hauteur de nos idéaux, nous n'avons besoin ni de leaders, ni de représentant-e-s, ni du gouvernement, ni d'une théorie calquée dans un livre de Karl Marx. Nous n'avons besoin que d'une base solide dans laquelle chacun et chacune d'entre nous a suffisamment confiance en sa propre pertinence politique pour y faire entendre sa voix.

Et c'est précisément pour cette raison que je pose aujourd'hui ma candidature au poste de secrétaire aux affaires internes. Pour que nos luttes reflètent le caractère unique de chaque association membre et que notre travail soit le plus efficace possible à l'échelle du Québec.

Aujourd'hui, le milieu étudiant. Demain, le monde.
On lâche pas.

Virginie Mikaelian

Candidature de Raphaëlle Hamel au Comité femmes de l'ASSÉ

Reçue le 9 octobre 2013

Appui à venir

Bonjour à vous,

La présente lettre est pour poser ma candidature, moi, Raphaëlle Hamel, au sein du comité femmes de l'ASSÉ. Je suis actuellement étudiante de deuxième cycle en philosophie, concentration études féministes, et présidente de l'association des étudiant(e)s en études supérieures de philosophie à l'UQAM.

Comme pour beaucoup d'autres, c'est la grève de 2012 qui fut l'élément déclencheur de mon activité militante. C'est à ce moment que j'ai commencé à comprendre que les grands dangers qui nous guettent c'est l'apathie et l'indifférence, et que nous nous devons, dans la mesure de nos moyens, d'être des membres dynamiques et conscientisé-e-s de notre société. Remplir ce devoir nécessite de nombreuses implications.

Mais où s'impliquer ? C'est encore une fois, la grève de 2012 qui, après m'avoir révélé cette question, me fournit la réponse. Bien que la grève soit terminée, le combat pour laquelle elle se mit en branle est loin de l'être. L'indexation du gouvernement Marois ne représente pas une victoire, elle s'inscrit, tout comme l'augmentation des frais de scolarité de Jean Charest, en droite ligne avec le virage néolibéral de nos universités. Considérant que les femmes se retrouvent à être les premières victimes de ces politiques injustes, il s'agit là d'un important enjeu féministe. Freiner l'accès à l'éducation, c'est non seulement priver toute une génération de meilleures conditions sociales, mais c'est aussi les priver de moyens afin qu'elles puissent prendre en main des pans importants de leur existence, tel leur sexualité, leur identité, leur sécurité, etc. À mes yeux, c'est l'ASSÉ, par l'énergie de ses militantes et de ses militants, ses principes féministes, et les nombreux étudiantes et étudiants qu'elle rejoint, qui représente un des meilleurs véhicules pour lutter efficacement sur ces fronts sociaux et existentiels.

Certaines et certains se questionneront peut-être sur la légitimité de la candidature d'une femme transsexuelle dans un comité femme. Se poser cette question, c'est se demander si une femme transsexuelle est une vraie femme ? Bien malin celui qui pourra nous expliquer ce qu'est une femme. Je suis une femme tout autant qu'une autre. À l'instar d'une femme racisée ou d'une femme handicapée, je suis une femme qui a un parcours différent de la femme blanche occidentale hétérosexuelle, mais qui est tout autant femme qu'elle. Je suis convaincue que j'ai tout autant ma place qu'une autre dans ce comité, et je suis aussi sincèrement persuadée que mon vécu, comme celui de chacune de ses membres, peut enrichir considérablement non seulement ce comité, mais aussi l'ASSÉ dans son entièreté.

Bien cordialement,

Raphaëlle Hamel

Lettre de démission

Démission d'Annabelle Berthiaume du Comité aux luttes sociales

Camarades et ami.e.s,

Par la présente lettre, je vous annonce mon départ du comité aux luttes sociales.

Sans exagérer et entrer dans l'exhaustivité, il m'apparaît important de mentionner la quantité de ressources et d'énergie que l'ASSÉ a investie depuis le début de son implication au sein de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics. En effet, puisque j'assume cette responsabilité depuis janvier dernier, il faut dire que peu de temps a pu être donné dans d'autres luttes sociales. Plusieurs difficultés organisationnelles empêchent de faire une meilleure distribution de tâches et permettre à plusieurs personnes d'être incluses dans le fonctionnement de la Coalition à court et à moyen terme. Puisque l'ASSÉ assiste au comité action/suivi, je me sens débordée par le nombre d'instances auxquelles je dois assister pour faire les suivis nécessaires entre la Coalition, l'ASSÉ, et plus particulièrement le comité aux luttes sociales.

Cela dit, j'ai l'impression d'avoir mis beaucoup de temps et d'énergie dans une coalition qui aujourd'hui mériterait d'être réfléchie. De quelle façon voulons-nous travailler avec le milieu communautaire et le milieu syndical? Sous quelles conditions? Avec qui voulons-nous travailler? À quel prix? Quelle est la teneur de notre engagement? Le comité aux luttes sociales s'est d'ailleurs doté d'un mandat interne de produire un texte de réflexion qui permettra d'approfondir la question. D'ailleurs, je demeurai disponible pour participer à ce processus, car il m'apparaît important d'adresser ces questions prochainement dans les assemblées générales au local, puis en congrès.

De plus, je dois dire que l'organisation politique en mixité m'apparaît aussi comme étant très énergivore. Tant en représentation externe qu'au sein de notre syndicat étudiant, j'ai souvent eu l'impression de devoir mener une lutte féministe, sans trop d'appui, en parallèle.

Enfin, il va sans dire qu'une équipe nationale réduite qui travaille sur une campagne contre l'austérité apparaît comme un projet bien ambitieux. Je souhaite donc une bonne lutte aux militantes et militants qui la mèneront de front. Et à toutes les autres personnes qui luttent sur tous les fronts progressistes, partout dans le monde, tant qu'à faire !

Au plaisir de vous croiser dans divers projets politiques.

Annabelle Berthiaume,

Membre de l'AFESH-UQÀM

Propositions

0.0 Ouverture

1. Le Conseil exécutif propose l'ouverture du Congrès à 9h00.

2.0 Bilan

1. Le Conseil exécutif propose un bilan de 15 minutes sur la rentrée et le lancement de la campagne contre l'austérité suivi d'une période de questions-réponses de 45 minutes.
2. Le Conseil exécutif propose un bilan de 5 minutes par Comité suivi d'une période de questions-réponses de 30 minutes.
3. Le Conseil exécutif propose un tour de table sur la rentrée des associations étudiantes présentes.

3.0 Congrès d'orientation

1. Le Conseil exécutif propose d'adopter la politique sur les réseaux sociaux à l'ASSÉ tel que présentée en annexe A et qu'adopté en Conseil de Coordination
2. Le Conseil exécutif propose d'adopter la politique de mise en commun des coûts de transport à l'ASSÉ tel que présentée en annexe B.
3. Le Conseil exécutif propose que le Comité ad hoc anglophone fasse un bilan.
4. Que le ad hoc comité logiciels libres fasse un bilan.

4.0 Plan d'action

1. Le Conseil exécutif propose que l'ASSÉ organise une action de perturbation en lien avec la campagne annuelle durant la session d'hiver 2014.
2. Le Conseil exécutif propose une plénière de 45 minutes sur les manifestations régionales du mois de novembre.

3. Considérant le projet de Charte des valeurs québécoises et sa charge xénophobe;

Considérant que ladite charte ne répond aucunement aux véritables problèmes qui affligent le Québec, notamment le racisme, le sexisme et la pauvreté;

Considérant qu'en ce sens cette charte se superpose aux politiques d'austérités frappant justement les communautés les plus pauvres et marginalisées;

Considérant que la grève et l'action directe sont des moyens efficaces et éprouvés de mettre les enjeux sur la place publique et de conscientiser et mobiliser la population sur ces mêmes enjeux;

L'AFESH-UQAM propose que l'ASSÉ organise des manifestations-actions à travers la province contre l'austérité et la xénophobie à la mi-novembre.

Que l'ASSÉ encourage ses membres à tenir une assemblée générale de grève en mars, visant au moins une journée de grève le 1er avril.

Qu'on appelle l'ASSÉ à organiser une manifestation nationale sur ces thèmes à Montréal pour cette même date.

Que l'on appelle à des actions de perturbation économique à ces moments.

Qu'en conséquence;

Que l'ASSÉ invite ses membres à participer aux manifestations suivantes :

- le 28 septembre 2013 à 13h au Square Phillips: Manifestation contre la hausse des tarifs d'Hydro-Québec de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics
- le 19 octobre 2013 à 13h, Lieu à déterminer: Manifestation contre la xénophobie et la charte des valeurs québécoises de No one is illegal
- le 8 mars 2014: Journée internationale des femmes
- le 15 mars 2014: la manifestation du Collectif opposé à la brutalité policière
- le 1er mai 2014: les manifestations dans le cadre de la journée des travailleurs et des travailleuses;

Que l'ASSÉ organise ces événements :

- À la mi-novembre 2013, des manif-action contre l'austérité et la xénophobie
- 1er avril 2014: une manifestation nationale à Montréal

5.0 Revendications

1. L'AFESH-UQAM propose :

Que l'ASSÉ débute dès maintenant une campagne de mobilisation et d'information pour dénoncer le racisme et le sexisme de la Charte des valeurs québécoises et, d'un même souffle, les politiques d'austérité et la Charte des valeurs québécoises;

Que le discours de la campagne s'attelle à présenter les deux dossiers comme deux facettes du populisme de droite. Plus précisément, que l'axe de discours de la campagne vise à expliquer comment le Parti Québécois, par son projet de Charte, contribue à renforcer les systèmes racistes et sexistes et vise à camoufler l'augmentation du fossé entre les riches et les classes populaires, elle-même amplifiée

par les politiques d'austérité des gouvernements successifs;

Que cette campagne soit menée dans la plus étroite collaboration possible avec les groupes progressistes partageant nos principes;

Que le Conseil exécutif de l'ASSÉ soit appelé à respecter ses mandats antiracistes en condamnant la Charte des valeurs québécoises.

2. L'AFESH-UQAM propose que l'ASSÉ s'oppose au nationalisme identitaire.

3. *Considérant qu'il vise à inculquer un culte de la beauté à des enfants pré-pubères;*

Considérant qu'il aide à la dénaturation de l'enfance;

Considérant l'endoctrinement qui résulte de ce type de concours;

L'AECSL propose que l'ASSÉ se positionne contre la tenue du concours de mini-miss à Laval;

4. *Considérant que l'AECSL lutte pour l'accessibilité à l'école de tous et toutes;*

Considérant que l'école devrait être gratuite à tous les niveaux, pour tous et toutes;

Considérant que la scolarisation au niveau primaire et secondaire est déjà gratuite pour les citoyens et citoyennes du Canada;

Considérant que le Québec est la seule province au Canada où la scolarisation des enfants sans papiers n'est pas gratuite;

Considérant que c'est une forme d'exclusion pour les nouveaux arrivants, nouvelles arrivantes et leurs enfants;

L'AECSL propose que l'ASSÉ lutte pour l'accessibilité à l'école des enfants sans-papier et pour la gratuité de leur scolarisation;

Qu'une campagne de sensibilisation soit faite à ce sujet.

5. *Considérant que la charte des valeurs est sexiste et non égalitaire, puisqu'elle impose un choix qui ne concilie pas travail et religion, incitant certaines femmes à quitter le milieu du travail ;*

Considérant que cette charte compare explicitement les croyances religieuses et leurs démonstrations à un handicap ;

Considérant que cette charte va à l'encontre même de la charte des droits et liberté de la personne, spécifiquement par l'article 3 et 10 :

« 3. Toute personne est titulaire des libertés fondamentales telles la liberté de conscience, la liberté de religion, la liberté d'opinion, la liberté d'expression, la liberté de réunion pacifique et la liberté d'association.

10. Toute personne a droit à la reconnaissance et à l'exercice, en pleine égalité, des droits et libertés de la personne, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge sauf dans la mesure prévue par la loi, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap.

Il y a discrimination lorsqu'une telle distinction, exclusion ou préférence a pour effet de détruire ou de compromettre ce droit. » ;

Considérant que, dans de nombreux articles, le gouvernement du Québec n'a pas su faire la différence

entre « islam » et « islamisme » en parlant de cette charte ;

Considérant que le gouvernement du Québec considère les signes religieux catholiques dans les institutions publiques et gouvernementales comme faisant partie du patrimoine culturel ;

Considérant que ce même gouvernement ne sait plus quoi inventer pour faire de la politique et ainsi, détourne l'attention d'enjeux actuels tels que : le conflit en Syrie, l'éducation, la santé, les oléoducs, le plan nord, etc. ;

Considérant que cette charte encourage la création du privé en imposant une « neutralité » seulement aux institutions publiques ;

L'AECSL propose que l'ASSÉ dénonce la nature sexiste et infantiliste de la charte,

Que l'ASSÉ dénonce la ghettoïsation de créera cette charte,

Que l'ASSÉ s'oppose à l'adoption de la charte des valeurs québécoises,

6. *Considérant que le cours d'histoire nationale du Québec a été créé dans une perspective nationaliste à la demande de deux groupes nationalistes, soit la Coalition pour l'histoire et la Fondation Lionel-Groulx;*

Considérant que la réforme du cours d'histoire vise à établir un objectif nationaliste, xénophobe et élitiste;

Considérant que ce cours d'histoire s'inscrit dans la même perspective que la charte des valeurs, soit de créer une identité nationaliste incluant une petite partie de la population québécoise;

Considérant que le nombre d'heures de cours d'histoire au secondaire s'élève à un total de 450 heures, soit plus d'heures que jamais;

Considérant que le programme d'histoire au 2^e cycle du secondaire est mal divisé et que sa révision a été demandée par un collectif d'enseignants et d'enseignantes;

Considérant que le nouveau cours d'histoire ne donnera pas de crédits supplémentaires aux étudiants et étudiantes et remplacera probablement un ou des cours complémentaires du cégep;

Considérant que l'ajout de ce cours coûtera 17 millions de dollars;

L'AECSL propose que l'ASSÉ se positionne contre le cours d'histoire nationale du Québec obligatoire au Cégep;

Que l'on invite le gouvernement Marois à revoir le programme d'histoire du 2^e cycle au secondaire;

7. *Considérant que le port d'un masque rend l'usage de la force physique tolérable et légitime aux yeux de la loi;*

Considérant la gravité des conséquences qu'une personne portant un masque peut subir pour protéger son identité, celle-ci ayant pourtant un droit fondamental à l'anonymat;

Considérant l'utilisation partielle et abusive des lois par les services de police contre tout mouvement de contestation;

Considérant que la loi C-309 est une attaque à liberté publique et personnelle de tout individu;

Considérant a difficulté pour les étudiants et étudiantes étrangers/étrangères à participer aux manifestations par peur de représailles législatives, sociales, politiques;

L'AECSL propose que l'ASSÉ s'oppose à la loi C-309 qui criminalise le port du masque;

Que l'ASSÉ dénonce la criminalisation absurde et répressive du port du masque;

7.0 Finances

1. Le Conseil exécutif propose une présentation 15 minutes des finances 2013-2014 de l'ASSÉ.
2. Le Conseil exécutif propose une plénière d'une heure sur les cotisations de l'ASSÉ.
3. *Considérant les moyens financiers très restreints dont dispose l'AESPEP*
Considérant que ses dettes envers l'ASSÉ s'élèvent à environ 855\$

L'AESPEP propose que l'ASSÉ accorde, par le biais du fonds d'entraide, une contribution de 855\$ à l'AESPEP pour l'absoudre de ses dettes.

Que l'ASSÉ accorde, par le biais du fonds d'entraide, une contribution de 98\$ à l'AESPEP pour couvrir les cotisations de la session d'automne 2013.

Que l'ASSÉ accorde, par le biais du fonds d'entraide, une contribution de 350\$ à l'AESPEP pour les futurs frais (transport et participation) liés aux prochains congrès.

4. Le RÉÉAV propose que le RÉÉAV reçoive 866\$ du fonds d'entraide.
5. Le Conseil exécutif propose que l'ASSÉ débute la consultation sur la proposition d'augmenter les cotisations annuelles à 4.50\$
Que l'augmentation des cotisations soit proposée au Congrès annuel à l'hiver 2014.

8.0 Élections

1. La candidature de Patrick Véronneau au Comité légal.
2. La candidature de Émilie Joly au Comité légal.
3. La candidature de Marc-André Blais au Comité légal
4. La candidature de Louis Chartrand au Comité légal.
5. La candidature de Gabrielle Bellemare au Comité du journal.

9.0 Avis de motion

9.1 Dépôt

1. Le Conseil exécutif propose (*avis de motion déposé le 28 septembre 2013*) :

Que le Comité ad hoc légal devienne un Comité de travail permanent de l'ASSÉ.
Que soit ajouté au «Chapitre 7 : Comité de travail » des Statuts et règlements de l'ASSÉ (S&R) l'article suivant :

« Article 37 : Comité légal

Il est un organe de solidarité et de soutien envers les étudiants et les étudiantes sous le joug de la répression policière et de la judiciarisation. Ce comité a pour tâche principale de soutenir logistiquement, financièrement et humainement les arrêté-e-s de manière suivante :

1. Établir un réseau entre avocats et avocates et militants et militantes;
2. Voir au financement du Fonds des arrêté-e-s ;
3. Voir à la gestion courante du Fonds des arrêté-e-s (voir annexe H);
4. Centraliser les informations concernant la criminalisation et la judiciarisation du mouvement étudiant;
5. Faire le suivi des causes en cours. »

Que soit ajouté aux statuts et règlements l'annexe suivant :

Annexe I : Fonds des arrêté-e-s

Article A27 : Principes :

Le fonds est solidaire avec toutes les personnes arrêtées dans le cadre de manifestations et de luttes étudiantes, peu importe leur rôle dans l'organisation des manifestations ou leur position politique. Le fond considère que tous militants et toutes militantes arrêté-e-s dans le cadre de la contestation étudiante ont droit à un soutien logistique, humain et financier. Le comité considère que personne ne devrait être obligé de plaider coupable à cause d'un manque d'argent et il tente de répondre aux besoins de toutes et tous les arrêté-e-s.

Article A28 Critères :

Le fonds est principalement destiné aux personnes arrêtées durant des manifestations étudiantes et qui ont établi un contact avec le comité légal de l'ASSÉ selon les critères ci-dessous.

L'argent sera donné prioritairement et selon l'ordre suivant :

1. À celles et ceux faisant face à des accusations criminelles pouvant conduire à un emprisonnement;
2. À celles et ceux n'ayant pas accès à d'autres sources de financement (aide juridique, associations locales, etc.);

3. Aux militants et aux militantes ciblé-e-s pour leur rôle dans l'organisation politique.

Article A29 Frais couverts

1. Transport au lieu du jugement;
2. Frais juridiques (transcriptions, etc.);
3. Cautions;
4. Frais logistiques;
5. Demandes d'accès à l'information;
6. Frais des avocats et des avocates (une entente préalable avec le Comité légal est nécessaire);
7. Autres dépenses liées aux coûts légaux.

Article A30 Conflit d'intérêts

Les accusé-e-s, les avocats et les avocates ne peuvent être élu-e-s au comité légal. Les membres du comité doivent se retirer des réunions dans les cas où ils et elles pourraient avoir un conflit d'intérêts d'un autre type. Le comité ad hoc légal agit de façon autonome, mais est redevable en tout temps au congrès de l'ASSÉ. Le comité approuve les règles édictées ci-dessus et veille à leur mise en application. Il doit recevoir et statuer sur les demandes de financement de défense légale. Il est aussi habilité à rembourser les dépenses accumulées, sur présentation de reçus seulement.

9.2 Traitement

1. Que soit modifié le nombre de sièges du Comité légal pour atteindre 6 sièges. (déposé par l'AFESPED-UQAM au Congrès des 20 et 21 avril 2013)
2. Que soit modifié l'Article A.4.2 :Comité et Secrétaire général-e de l'Annexe A : Procédures d'élections en vue de retirer « qui obtienne un appui d'une association étudiante membre », et de modifier l'article A.4.1 : Conseil exécutif en vue de retirer la mention « et qui obtienne au minimum l'appui de deux associations étudiantes ». (déposé par l'AFESPED-UQAM au Congrès des 20 et 21 avril 2013)
3. Que l'ASSÉ alloue un budget de 1000\$ au VP externe de l'agemdelcus pour la prise en charge de l'AGEMDELCUS des frais attendant aux déplacements, aux frais d'inscriptions et autres frais entrant dans le cadre de ses fonctions en lien avec l'ASSÉ. (déposé par l'AGEMDELCUS au Congrès des 20 et 21 avril 2013)

ANNEXE A : Politique d'utilisation des réseaux sociaux

Adoptée par le Conseil de coordination le 28 août 2013

Ch. 1 — Préambule

Article 1.1 — (Visée) La présente politique vise à encadrer l'utilisation des médias sociaux employés par l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSÉ) et à l'orienter dans le respect des mandats adoptés, la transparence et la redevabilité.

Article 1.2 — (Application) La présente politique s'applique à l'ensemble des médias sociaux utilisés par l'ASSÉ, notamment mais nonexclusivement Facebook, Twitter, YouTube, Vimeo, tumblr, Wordpress, ainsi que tous les modules interactifs du site web organisationnel et des microsites de campagne de l'ASSÉ.

Article 1.3 — En aucun temps la forme ne doit-elle primer sur l'esprit des articles de la présente politique.

Ch. 2 — Publication

Article 2.1 — (Définition) Une publication peut prendre les formes suivantes:

- a. Un article sur un site web de l'ASSÉ (organisationnel ou de campagne);
- b. Une publication originale sur un réseau social;
- c. Un partage de publication et un commentaire qui l'accompagne sur un réseau social;
- d. Une réponse directe à une publication sur un réseau social;
- e. Une description de média publié par l'ASSÉ (vidéo, image, musique) sur un réseau social;

Article 2.2 — Toute publication doit pouvoir être justifiée en fonction d'un ou plusieurs mandats du Congrès, du Conseil de Coordination, ou du comité en question.

Article 2.3 — Toute publication, réponse ou commentaire doit être exempt de commentaires et de langage sexiste, raciste, xénophobe, homophobe, transphobe, hétérosexiste ou autrement discriminatoire ou dominateur.

Article 2.4 — Toute publication, réponse ou commentaire doit être féminisé conformément à la politique de féminisation de l'ASSÉ. Dans le cas des mots à sonorité orale différente, une exception est permise pour économiser de l'espace (*e.g.* « étudiantes » plutôt que « étudiantes et étudiants »).

Ch. 3 — Accès

Article 3.1 — Les membres du Conseil exécutif, du Comité femmes, du Comité aux luttes sociales ou du Comité d'information ont accès aux différentes plateformes des médias sociaux officielles de l'ASSÉ.

Article 3.2 — Le ou la Secrétaire à l'information est responsable de l'attribution, de la transition, du renouvellement et de la sécurité de ces plateformes de connexion.

Ch. 4 — Comptes de particuliers

Article 4.1 — Les **articles 2.3 et 2.4** de la présente politique s'appliquent également à tous les membres des Comités et Conseils utilisant les réseaux sociaux sur une base individuelle.

Ch. 5 — Modération

Article 5.1 — Toute personne ayant accès aux réseaux sociaux de l'ASSÉ peut et doit modérer les commentaires et réponses de personnes externes sur nos publications si et seulement si un des cas suivants se présente:

- a. Langage sexiste, raciste, xénophobe, homophobe, transphobe, hétérosexiste ou autrement discriminatoire et/ou dominateur;
- b. Attaques personnelles et/ou menaces;
- c. Harcèlement psychologique et/ou sexuel;
- d. Spam et/ou publicités;

Article 5.2 — En aucun cas ne devront être censurés les commentaires d'opinions politiques dissidents aux positions de l'ASSÉ, dans la mesure où ceux-ci sont exprimés sans contrevenir à l'**article 5.1**.

Ch. 6 — Comptes partagés

Article 6.1 — (Préambule) Afin de faciliter le partage des publications, le Conseil Exécutif peut gérer, après consentement explicite et maintenu de la personne concernée, un ou plusieurs comptes de médias sociaux de particuliers.

Article 6.2 — (Demande) Avant d'utiliser un compte partagé de particulier, le ou la Secrétaire à l'information doit faire une demande verbale à la personne intéressée. Si cette dernière accepte, elle pourra ensuite offrir ses informations de connexion ou se connecter directement pour activer le partage de compte.

Article 6.3 — (Utilisation) Les comptes partagés ne peuvent être utilisés que pour faire un partage de publication officielle, sans modifier la publication originale ou son commentaire. Il est interdit d'utiliser un compte partagé pour écrire une publication originale.

Article 6.4 — (Suppression) En tout temps, la personne propriétaire du compte partagé peut retirer ou supprimer un partage de publication effectué par le Conseil exécutif.

Article 6.5 — (Résiliation) En tout temps, la personne propriétaire du compte partagé peut demander de résilier son accord de partage de compte, auquel cas le ou la Secrétaire à l'information est tenue de le résilier et d'en fournir la preuve sur demande.